



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne Rhône-Alpes**
2, avenue Grüner – Allée C
42000 Saint-Etienne

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Etienne, le 06 décembre 2021

Réf. : UiD4243-DSSP-021-0589/CG

Objet : Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets – Dossier de réexamen du 07/05/2021

Monsieur le Président,

Comme suite à la publication des conclusions relatives à l'industrie du traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 et en application de l'article R. 515-70 et R. 515-81 du code de l'environnement, vous m'avez remis un dossier de réexamen des conditions d'exploitation de vos installations de traitement des déchets dangereux situées sur la commune de Saint-Etienne le 07/05/2021.

Sur proposition de l'inspection des installations classées qui a procédé à l'examen de votre dossier, je prends acte de votre déclaration par laquelle l'exploitation de vos installations est effectuée dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées.

Je vous rappelle que les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED et notamment celles indiquées en annexe du présent courrier seront applicables à votre installation à compter du 17 août 2022.

J'attire en particulier votre attention sur les prescriptions suivantes :

- la fréquence d'analyse des émissions atmosphériques de poussières est semestrielle,
- la VLE en poussières définie à l'article 3.2.4. de votre arrêté préfectoral du 08/06/2020 reste applicable.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé dès à présent, par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées et à échéance du 17 août 2022, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

**Monsieur le directeur
Société SCHUTZ IRA
Rue Pierre et Marie Curie
69780 SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU**

La préfète
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Thomas MICHAUD

Annexe : prescriptions de l'AMPG applicables